

Exercice de sécurité civile dans le Gers et la Haute-Garonne le mardi 25 novembre 2025



Exercice de sécurité civile dans le Gers et la Haute-Garonne le mardi 25 novembre 2025

Le 25 novembre, la préfecture du Gers organise un exercice de sécurité civile qui portera notamment sur le barrage de la Gimone qui se trouve à cheval entre le Gers et la Haute-Garonne, sur les communes de Cap d'Astarac (32) et Péguilhan (31).

Cet exercice de sécurité civile impliquera la mise en œuvre des dispositions du **plan particulier d'intervention*du barrage de la Gimone**,nécessitant ainsi une action conjointe des départements du Gers et de la Haute-Garonne.

Les actions seront essentiellement simulées et n'entraîneront donc pas la mobilisation de moyens sur le terrain. Ainsi, aucun véhicule de sapeurs-pompiers ou de gendarmerie ne sera visible.

Toutefois, le mardi 25 novembre 2025, dans l'après-midi, **2 dispositifs d'alerte seront réellement déclenchés** pour en vérifier le bon fonctionnement et pour permettre aux personnes dans la zone concernée et notamment les habitants, impactés par les conséquences, de s'approprier les signaux et messages correspondants.

- **Un message d'information (SMS) via l'outil FR-Alert sera envoyé** à la population se trouvant dans une zone comprenant les communes de Cap d'Astarac (32), Gaujan (32), Villefranche d'Astarac (32) et Simorre (32), sans qu'aucune action particulière ne soit attendue de sa part. Le SMS commencera par ces mots :

EXERCICE-EXERCICE-EXERCICE

Message du préfet du Gers

La préfecture de la Haute-Garonne enverra un message similaire sur les téléphones bornant sur les communes de Péguilhan (31), Nénigan (31) et Puymaurin (31).

- **les sirènes d'alerte du barrage de la Gimone** retentiront dans la zone à proximité immédiate de l'exploitation.

Aucune action n'est requise de la part des personnes qui recevront un message ou entendront les sirènes.

* Le PPI est établi en vue de la protection des populations, des biens et de l'environnement pour faire face aux risques particuliers liés à l'existence et au fonctionnement des sites industriels. L'élaboration et la mise en œuvre de ce plan relèvent du préfet de département.